



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°601 – 10 octobre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

### Régional

#### UEMOA : les Etats prévoient de lever 3,6 Md EUR sur le marché par adjudication au 4<sup>e</sup> trimestre

Le 6 octobre 2025, UMOA-Titres, agence régionale d'appui à l'émission et à la gestion des titres publics des Etats de la zone UEMOA, [a publié](#) le calendrier provisoire des émissions de titres publics sur le marché par adjudication pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2025. Selon ce programme, le total des émissions prévues est de 2 344 Md FCFA (3,6 Md EUR), dont 1 061,5 Md FCFA (1,6 Md EUR) d'obligations du Trésor et 1 283 Md FCFA (2 Md EUR) de bons du Trésor. La Côte d'Ivoire serait le plus important émetteur avec 27,7 % du montant total prévisionnel, suivie du Niger et du Sénégal avec respectivement 22,5 % et 20,8 %.

#### UEMOA : bonne évolution de l'activité économique en août 2025

Selon le dernier [bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs de l'UEMOA ont évolué à la hausse en août dernier. L'indice de la production industrielle a progressé de 10,6 % en glissement annuel (g.a.) et celui des services financiers de 14,6 %, tandis que les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et les services marchands ont augmenté respectivement de 3 % et 6 % en g.a. L'indicateur moyen du climat des affaires est ressorti à 101,3 ; au-dessus de sa tendance de longue période (100) traduisant le maintien de la confiance des chefs d'entreprise dans l'évolution de la conjoncture. Il se situe au même niveau qu'un an plus tôt. Les plus fortes

Le chiffre à retenir

500 000

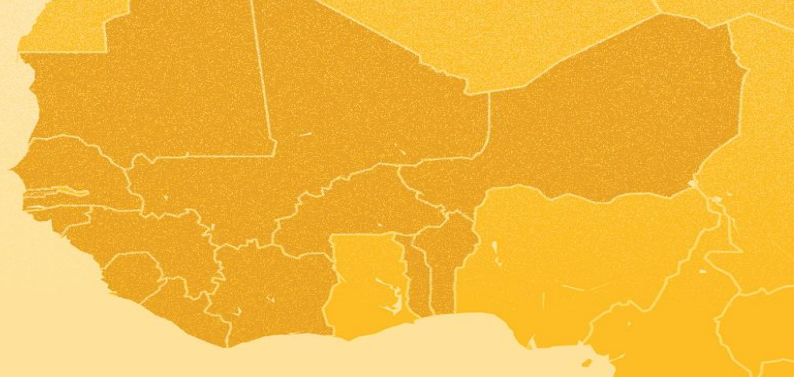
La production annuelle en tonnes  
d'huile de palme brute en Côte d'Ivoire

baisses de l'indicateur ont été enregistrées en Guinée-Bissau (-1,4 point en g.a) et au Mali (-1,1) tandis que les plus fortes hausses observées au Niger (+0,8) et au Sénégal (+0,7). Enfin, le taux d'inflation en g.a au sein de l'UEMOA demeure en zone négative en août 2025, à -1,4 %. Cette déflation est portée principalement par la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de -1,3 point de pourcentage).

### Bénin

#### Accord au niveau des services sur les dernières revues du programme avec le FMI

Les autorités béninoises et [les services du FMI](#) sont parvenus à un accord sur la 7<sup>e</sup> et dernière revue de programme au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC) et de la Facilité élargie de Crédit (FEC) et sur la 4<sup>e</sup> et dernière revue au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Les services du FMI ont relevé la résilience économique du Bénin durant les 3 années du programme. En outre, la croissance économique au 1<sup>er</sup> semestre 2025 a été importante, estimée à 7,5 % en glissement



annuel, portée par les secteurs de l'agriculture, du commerce et de la construction. Cette bonne performance a conduit le FMI à réviser à la hausse la prévision de croissance pour 2025, notamment, à 7%. Les comptes extérieurs du pays devraient également s'améliorer sous l'effet de la montée en puissance de la zone industrielle de Glo Djigbé. Enfin, le pays a réussi, avec un an d'avance, à reconstituer des marges budgétaires suffisantes pour passer en dessous de la norme communautaire de 3% de déficit budgétaire.

## Burkina Faso

### Obligation pour les grandes entreprises de construire un siège dans le pays

Le 9 octobre 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) un rapport relatif à un projet de loi imposant aux grandes entreprises de construire leur siège social sur le territoire national. La mesure s'appliquera aux sociétés dont le chiffre d'affaires annuel moyen des trois derniers exercices atteint au moins [5 Mds FCFA](#) (8,8 M USD). Les entreprises concernées devront ériger leur siège au Burkina Faso, conformément aux normes architecturales et environnementales fixées par l'État. L'objectif affiché est de stimuler l'investissement immobilier, renforcer les capacités fiscales et soutenir l'urbanisation des grandes villes. D'après le ministre de l'Economie et des Finances, les entreprises bénéficieront en contrepartie d'un accompagnement étatique, incluant des avantages fiscaux et un calendrier d'application adapté. Le texte vise également à dynamiser le secteur du BTP et les services associés. Il sera soumis à l'Assemblée législative de transition pour examen et adoption.

## Côte d'Ivoire

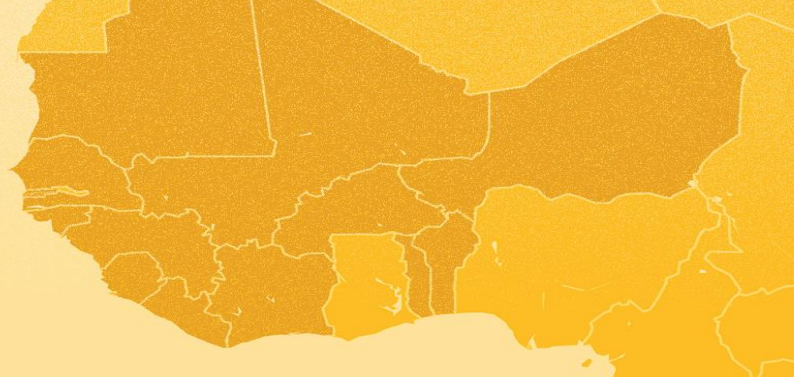
### Acquisition par Atlantic Group de la mine d'or de Tongon

Le 6 octobre 2025, l'entreprise canadienne d'exploitation minière Barrick Mining Corporation [a annoncé](#) la cession de ses participations dans la mine d'or de Tongon et de certains permis d'exploration minière à Atlantic Group, une holding basée en Côte d'Ivoire, pour un montant total pouvant atteindre 305 M USD. Ce montant comprend (i) un versement de 192 M USD, dont le remboursement d'un prêt d'actionnaire de 23 M USD dans les six mois suivant la finalisation de l'accord, et (ii) des paiements pouvant atteindre 113 M USD, basés sur le prix de l'or sur une période de 2,5 ans et des conversions de ressources sur une période de 5 ans.

### 100 M EUR de la BAfD pour renforcer la chaîne de valeur du cacao

Le 29 septembre 2025, la Banque africaine de développement (BAfD) [a annoncé](#) l'approbation par son Conseil d'administration d'une facilité de financement de matières premières agricoles de 100 M EUR au profit de Sucres et Denrées Côte d'Ivoire (Sudcen), visant le renforcement des chaînes de valeur de la filière cacao. Ce projet sera également cofinancé (i) à hauteur de 25 M EUR par le fonds Africa Growing Together Fund (AGTF), un fonds de cofinancement entre la BAfD et la Banque populaire de Chine, ainsi (ii) qu'à hauteur de 10 M USD par le Fonds de financement catalytique des petites et moyennes entreprises agroalimentaires (ACFM). Renouvelable deux ans, la facilité vise notamment élargir les accords de préfinancement avec les coopératives et fournisseurs locaux et doit bénéficier à plus de 50 000 petits producteurs.





## Elaboration d'une stratégie pour moderniser la filière palmier à huile

Le Ministère chargé de l'Agriculture [a validé](#) la nouvelle Stratégie d'Appui au Développement de la Filière Palmier à Huile en Côte d'Ivoire. Cette stratégie décennale, d'un montant de 245,9 Md FCFA (374,9 M EUR) a été élaborée par le Bureau National d'Études Techniques et de Développement (BNETD) et financée par le Conseil Hévéa Palmier à Huile Coco (CHPC). Cette feuille de route vise à bâtir une filière compétitive, durable et inclusive, capable de soutenir la croissance économique nationale. Avec plus de 350 000 ha de plantations, 45 000 exploitants et 220 000 emplois directs, la filière reste stratégique mais confrontée à des défis majeurs : vieillissement des vergers, insécurité foncière, accès limité au financement et exigences accrues de durabilité sur les marchés internationaux. Le plan s'articule autour de cinq axes stratégiques, dont 61 % des ressources seront dédiées à la replantation et à l'amélioration de la productivité des vergers villageois. A noter que la production annuelle d'huile de palme brute avoisine les 500 000 tonnes, plaçant la Côte d'Ivoire au rang de 2<sup>e</sup> producteur africain et 7<sup>e</sup> au niveau mondial.

## Guinée

### 40 M USD de la BIDC pour le financement des PME et PMI

Le 29 septembre 2025, lors de son 93<sup>e</sup> Conseil d'administration, la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) [a approuvé](#) un financement de 40 M USD en faveur de Vista Bank Guinée. Cette ligne de crédit vise à soutenir les activités commerciales, notamment les opérations d'import-export et le développement des chaînes de valeur. Le projet devrait bénéficier à environ 105 entreprises et contribuer au maintien ou à la

création de plusieurs milliers d'emplois directs et indirects.

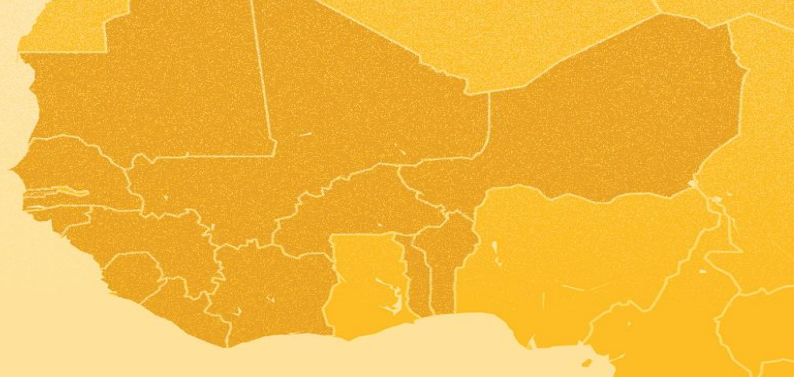
### Fusion à 1,5 Md USD de Predictive et Robex dans le secteur aurifère

Le 6 octobre 2025, les compagnies minières Robex Resources (Canada) et Predictive Discovery (Australie) ont [annoncé](#) leur fusion dans une opération valorisée à 1,5 Md USD. Cette fusion pourrait donner naissance à l'un des leaders de la production d'or en Guinée, avec une production annuelle attendue d'environ 12,5 t d'or d'ici 2029. Robex, déjà active sur la mine malienne de Nampala, développe le projet Kiniero, dont la mise en service est attendue fin 2025 pour une production moyenne de 4,3 tonnes par an sur 9 ans. Predictive développe le gisement Bankan, dont la production est estimée à 7,8 tonnes par an sur 12 ans, avec une décision d'investissement attendue en 2026. Selon l'accord, Predictive rachètera Robex, dont les actionnaires détiendront 49 % de la nouvelle entité, contre 51 % pour ceux de Predictive. La finalisation est prévue fin 2025 ou début 2026, sous réserve d'approbations réglementaires.

## Guinée-Bissau

### Accord au niveau des services pour la 9<sup>e</sup> revue FEC

Le 6 octobre 2025, le FMI [a annoncé](#) un accord au niveau des services avec les autorités bissau-guinéenne portant sur la 9<sup>e</sup> revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). Cet accord, sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration du FMI, permettrait un décaissement d'environ 3,2 M USD portant le total des décaissements à environ 51,3 M USD. Selon le chef de mission, les performances du programme ont été mitigées, 7 des 10 critères de performance ayant été respectés et quelques retards ont été enregistrés dans la mise en œuvre de certaines



réformes. Les autorités se sont engagées à des mesures correctives pour ramener le déficit à 4,2 % du PIB en 2025, puis à 3,5 % du PIB en 2026. La croissance devrait atteindre 5,5 % en 2025, soutenue par la production de noix de cajou et l'investissement privé, tandis que l'inflation serait modérée à 2 %.

## Libéria

### Le FMI conclut l'Article IV et achève la 2<sup>e</sup> revue FEC

Le 1<sup>er</sup> octobre 2025, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) [a approuvé](#) les consultations au titre de l'Article IV et la 2<sup>e</sup> revue l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) avec le Libéria. Cette approbation permet le décaissement de 19,3 M DTS (26,5 M USD), portant le cumul des décaissements à 57,9 M DTS (79,4 M USD) sur un total de 155 M DTS (221 M USD) approuvé en septembre 2024. La croissance est projetée à 4,6 % en 2025 et à 5,4 % en 2026, soutenue par l'expansion des activités minières (or et minerai de fer), ainsi que par une reprise de la production agricole. Les résultats du programme sont jugés globalement satisfaisants. Les priorités demeurent nombreuses : consolidation budgétaire, mobilisation des recettes (TVA, impôt, exonérations), amélioration de la qualité des dépenses.

### Quatre contrats de partage de production offshore avec Atlas/Oranto

Selon un communiqué de la Présidence, l'Autorité de régulation du pétrole du Libéria (LPRA) [a signé](#) à Paris quatre contrats de partage de production avec Atlas/Oranto Petroleum pour les blocs offshore LB-15, LB-16, LB-22 et LB-24. L'accord prévoit un bonus de signature de 16 M USD et une enveloppe d'investissement estimée à 200 M USD par bloc. Cette signature

marque la relance des activités pétrolières au Libéria, après plus d'une décennie d'activité limitée, et fait suite à un récent accord signé avec [Total Energies](#) pour l'exploration de quatre autres blocs offshore. Les contrats seront transmis à l'Assemblée nationale pour ratification.

## Mauritanie

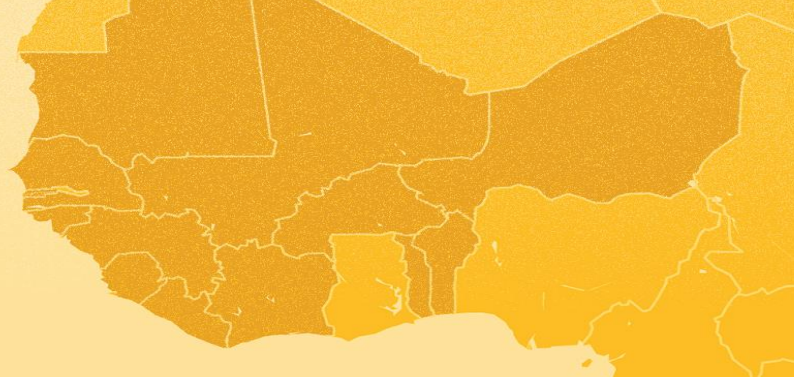
### 4,2 M EUR de financement européen pour les services d'eau et d'assainissement à Nouakchott

[Le Conseil régional de Nouakchott](#) a signé un accord de subvention d'un montant de 4,2 M EUR pour financer le projet "Région de Nouakchott pour l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement". Cette signature a eu lieu en marge de la Biennale Euro-Africaine de Montpellier, et associe plusieurs partenaires européens, dont Montpellier Méditerranée Métropole, l'Eurométropole de Metz, la ville suisse de Lausanne, et les agences de l'eau Rhin-Meuse et Rhône-Méditerranée-Corse. Cette signature marque une nouvelle étape dans le soutien des bailleurs européens à la Mauritanie et notamment dans l'approvisionnement de la ville de Nouakchott en eau potable après que l'Etat français ait octroyé un [financement pour le projet Aftout II](#) porté par Razel Bec.

## Sénégal

### La SFI accorde 40 M USD à la Banque islamique

Le 7 octobre 2025, en marge du Forum Invest in Sénégal 2025, la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque Mondiale, [a signé](#) une convention de financement islamique avec la Banque Islamique du Sénégal (BIS) d'un montant de [40 M USD](#). L'objectif de cet accord est de



faciliter l'accès au financement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), et spécialement celles détenues par des femmes entrepreneures. Il permettra de tripler le portefeuille de financements de la BIS adressé au MPME, et au moins 10% du financement seront consacrés aux entrepreneures. A noter qu'il s'agit de la 1<sup>ère</sup> opération de financement islamique de la SFI en Afrique Subsaharienne.

### **Des forums à Dakar et à Paris pour la promotion des investissements dans le pays**

[Le Forum Invest In Sénégal 2025](#) s'est tenu les 7 et 8 octobre à Diamniadio près de Dakar, avec l'Arabie Saoudite comme invité d'honneur de cette 2<sup>e</sup> édition. L'évènement a enregistré la présence de plusieurs Chefs d'Etat et gouvernements (Sénégal, Guinée-Bissau, Burkina Faso, Niger...) et a réuni plus de 11 000 participants, issus de 70 pays (dont la France). Le forum aurait permis d'enregistrer des [engagements d'investissement](#) s'élevant à 13 211 Mds FCFA (23,3 Mds EUR), formalisés par la signature de 51 accords et conventions de partenariats. L'industrie et l'énergie sont les secteurs qui concentreraient une grande partie des engagements. Par ailleurs, le [Forum d'affaires Sénégal](#) s'est tenu le 26 septembre 2025 au Palais du Luxembourg (Sénat) à Paris. Il a réuni plus de 250 participants avec pour objectif de renforcer les partenariats économiques entre la France et le Sénégal. Cette journée a été l'occasion de présenter le Sénégal et les opportunités économiques pour les entreprises. En outre, plus de 200 rendez-vous B to B entre entreprises françaises et sénégalaises ont été organisés au cours de cette journée.

## **Sierra Leone**

### **Partenariat entre la SFI et Access Bank pour soutenir les PME**

Le 25 septembre 2025, la Société Financière Internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque mondiale, [a annoncé](#) un partenariat avec Access Bank Sierra Leone visant à renforcer l'accès au financement des petites et moyennes entreprises (PME). Dans ce cadre, la SFI mettra en place une facilité de partage des risques d'un montant maximal équivalent à 10 M USD en monnaie locale, destinée à soutenir jusqu'à 20 M USD de nouveaux prêts aux PME. Au moins 25 % des financements seront dirigés vers des entreprises détenues ou dirigées par des femmes, avec pour objectif de porter leur part à plus de 50 % du portefeuille PME d'Access Bank d'ici 5 ans. Ce dispositif s'inscrit dans le cadre du *Small Loan Guarantee Program* de la SFI, appuyé par la garantie de premier risque de 120 M USD de l'Association internationale de développement (IDA). L'accord inclut également un appui-conseil visant à renforcer les capacités de la banque en matière de financement des PME, ainsi qu'un programme de formation destiné à 50 PME, axé sur la gestion financière et commerciale, afin d'améliorer leur préparation au crédit et leur pérennité.





## Togo

### **L'assurance maladie universelle étendue aux travailleurs non-salariés**

Le 7 octobre 2025, la [Caisse nationale de sécurité sociale \(CNSS\) a annoncé](#) l'extension de l'Assurance Maladie Universelle (AMU) aux [travailleurs non-salariés \(y compris du secteur informel\)](#), à savoir les commerçants, artisans, agriculteurs, éleveurs, entrepreneurs individuels et ministres de culte. Pour rappel, selon un [rapport de l'OCDE](#), 40 % des togolais travaillent dans l'agriculture et 85,5 % des entreprises présentes dans le pays opèrent de façon informelle. Après une période de 90 jours de carence, ces travailleurs pourront accéder aux prestations de l'AMU contre le paiement de cotisations mensuelles (10 000 FCFA ; 15,2 EUR), trimestrielles (28 500 FCFA ; 43,4 EUR), semestrielles (83,3 EUR) ou annuelles (102 000 FCFA ; 155,5 EUR). Opérationnel depuis janvier 2024, l'AMU [prend en charge](#) les actes de santé et d'achats de médicaments de l'assuré à hauteur de 80 % du prix de base, le reste étant à charge de l'assuré.

Publications

Retrouvez ci-dessous les liens de nos dernières publications régionales.

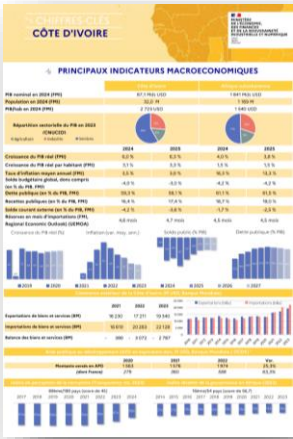
Bulletin économique de l'Afrique de l'ouest (BEAO)



Édition du BEAO de juillet 2025

Édition du BEAO d'avril 2025

Chiffres clés



Bénin

Burkina Faso

Cap-Vert

Côte d'Ivoire

Gambie

Guinée

Guinée-Bissau

Libéria

Mali

Mauritanie

Niger

Sénégal

Sierra Leone

Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page LinkedIn